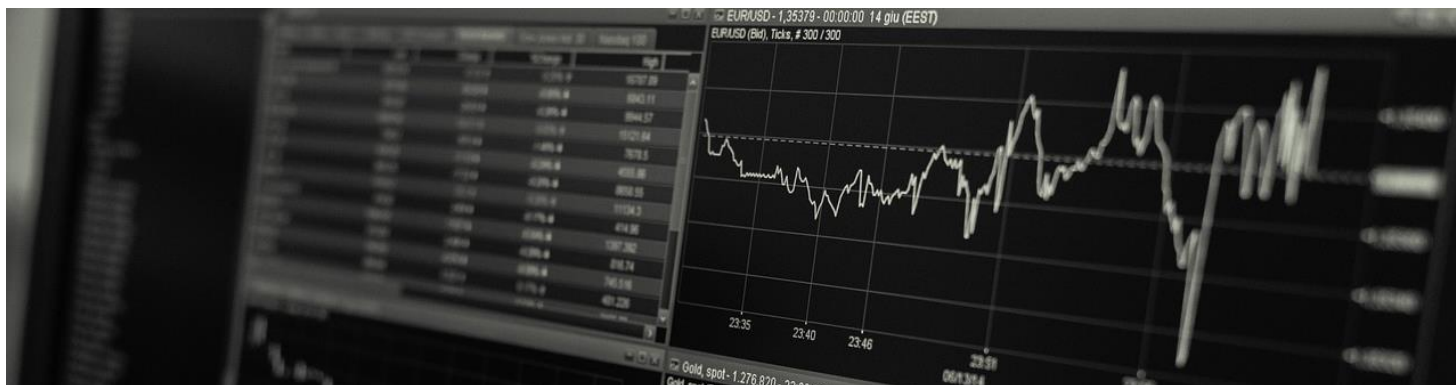


Le krach obligataire va aggraver la crise

2024 pourrait ressembler, 16 ans plus tard, à 2008, avec un krach boursier et de fortes décotes sur l'obligataire qui engendreraient, pour certains Etats, une incapacité à se financer.



Si ce n'est pas encore la panique, les premières inquiétudes se font jour. Car la hausse des taux d'intérêt décidée par les gouverneurs des banques centrales, et une mauvaise conjoncture, mettent à mal la capacité des Etats européens les plus endettés à faire face à leurs engagements et à payer ne serait-ce que les intérêts de leur dette, Italie en tête.

En effet, le taux de la dette italienne atteint désormais 5%, pour une croissance de 0,5% par an soit dix fois moins. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que l'Etat italien rencontre certaines difficultés. Elle présente des centaines de milliards de dettes dont il ne faut jamais oublier la valeur hors-bilan qui est souvent la plus importante, les Etats aimant manipuler les chiffres comme ils le font avec ceux du chômage par exemple. Une situation dangereuse dans une telle conjoncture.

Il suffit notamment de se rappeler ce qui est arrivé en Californie à SVB et à First Republic, où ces banques n'ont mis que 3 à 4 jours pour faire faillite, même si elles présentaient 200 milliards de dollars d'actifs.

La situation actuelle est d'autant plus sérieuse que Bruxelles s'apprête à placer «sous déficits excessifs» la France, l'Espagne et la Belgique du fait des craintes que ces pays ne puissent suivre la situation italienne avec une incapacité de plus en plus marquée à pouvoir rembourser.

AUGMENTATION DES CRAINTES

La peur s'accroît avec le relèvement des taux d'intérêt qui ne cesse d'alourdir le fardeau de la dette elle-même. Car c'est bien vers une situation périlleuse en 2024 que nous nous dirigeons, avec de lourdes décotes sur les portefeuilles d'obligations dont le grand public ignore qu'ils sont cotés en bourse.

Certes, les coupons sont élevés en raison de la hausse générale des taux d'intérêt, mais l'inflation reste persistante et absorbe une grande partie des rendements obtenus.

Il faut ajouter qu'une récession n'est pas à exclure, ce qui affaiblirait les rentrées fiscales des Etats et, à nouveau, leur capacité à rembourser.

En fait, 2024 devrait être une année à haut risque, car la situation en Ukraine et au Moyen-Orient n'arrange rien. Le mois d'avril, par exemple, pourrait être particulièrement problématique. Peut-être sommes-nous arrivés à un phénomène de «bout de course», au sein duquel les 300'000 milliards de dollars de dettes actuelles dans le monde constituent un problème sérieux. En 2007, ce fut le début de la crise des «subprimes» avec la faillite de Lehman Brothers et de la Northern Rock. Et l'année suivante, celle de la faillite d'Etats, ce qui est beaucoup plus grave.

2024 pourrait ressembler, 16 ans plus tard, à 2008, avec un krach boursier et de fortes décotes sur l'obligataire qui engendreraient une incapacité presque totale pour certains Etats à se financer.

Or, dans une telle situation, le niveau de vie de certaines populations chuterait à nouveau ce qui accroîtra significativement les risques d'émeutes et de tensions sociales.

L'économiste Rudiger Dornbusch, qui a été l'un des conseillers économiques de Bill Clinton, affirmait d'ailleurs: «En économie, les choses prennent plus de temps à arriver que ce à quoi vous pouviez vous attendre. Puis, elles arrivent plus vite que vous ne le pensiez!»

Et c'est bien ce qui pourrait arriver au mois d'avril par exemple, où un krach obligataire accompagné d'une baisse significative du prix des actions engendrerait à nouveau, comme avec les «subprimes» de 2008, la faillite de certains Etats.

En fait, c'est vers une diversification de leurs actifs au niveau international que devraient se diriger les investisseurs, à savoir dans de l'immobilier à haut rendement et à travers des prises de participation dans des entreprises non cotées afin de ne subir aucun krach boursier.

Il serait important de fuir la dette de nombreux Etats qui constitue du «papier toxique» ne détenant aucun actif immobilier, or ou autres.

En fait, faites comme les multinationales, investissez dans plusieurs pays afin d'élargir votre paramètre de sécurité, et diversifiez-vous dans des actifs à hauts rendements tout en optimisant votre fiscalité.

Comme le disent les philosophes et les économistes, l'être humain a maintenant accès, grâce à la mondialisation, à un «supermarché ouvert» où dans ses rayons, l'investisseur peut choisir «les produits» qu'il souhaite dans tels pays, avec telles fiscalités!

Alors méfiez-vous des Etats et de leur endettement, et profitez de ce «supermarché mondial» en étant un investisseur avisé!

BIOGRAPHIE

SOCIÉTÉ **KATLEYA**
Advisor SA



Didier Maurin
Fondateur

Didier Maurin, fondateur de Katleya Advisor SA, est également le créateur en 1992 du Cabinet DCT établi en France et à l'international dans le conseil. A 19 ans déjà, il a créé sa première entreprise dans le marketing direct qui lui a permis de financer son brevet de pilote privé. Il a ensuite rejoint un grand groupe financier international pour le quitter à 28 ans et fonder DCT. En 2005, il a décidé de développer ses activités en Suisse et de créer Katleya Advisor SA sur les bords du Lac Léman, à Genève.

www.katleya.ch

Katleya Advisor SA est une société de conseil indépendante établie à Genève depuis 2005 proposant des investissements novateurs dans des pays et véhicules à fort potentiel et adaptés à la conjoncture internationale. Nos solutions d'investissement privilégiées sont l'immobilier international, l'immobilier en France, le private equity, les forêts, les vignobles...